

Des milliards d'euros de profits et de dividendes, une année record pour les entreprises du CAC 40

Les principaux groupes français ont réalisé 153,6 milliards d'euros de profits l'an dernier. Les dividendes, 67,8 milliards d'euros, tout comme les rachats d'actions, 30,1 milliards, atteignent des montants inégalés.

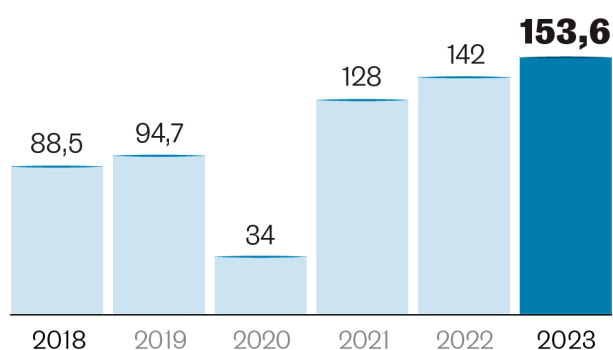
A chacun son trophée. Vivendi a clôturé jeudi 7 mars la publication des résultats pour l'année 2023 des multinationales composant l'indice CAC 40, un millésime auréolé d'une nuée de records : profits pour TotalEnergies, Veolia, Renault, Schneider ou Stellantis ; carnet de commandes pour Schneider ou Thales ; marges pour Hermès, Renault ou L'Oréal. Même si Kering déplore une « *année difficile pour le groupe* », globalement, les champions français ont brillé.

Lire aussi | [Euphorie à la Bourse de Paris, le CAC 40 franchit pour la première fois les 8 000 points](#)

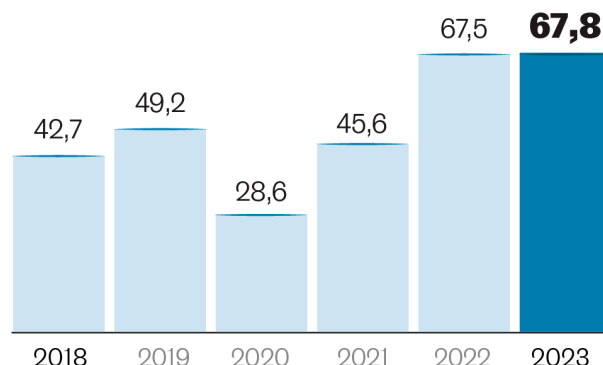
En cumul, les 38 entreprises du CAC 40 qui ont publié

leurs comptes ces dernières semaines – Alstom et Pernod Ricard ayant un exercice décalé – ont dégagé un bénéfice net record : 153,6 milliards d’euros contre 142 milliards en 2022, somme qui avait elle-même marqué un plus haut historique, selon les données compilées par la fintech Scalens.

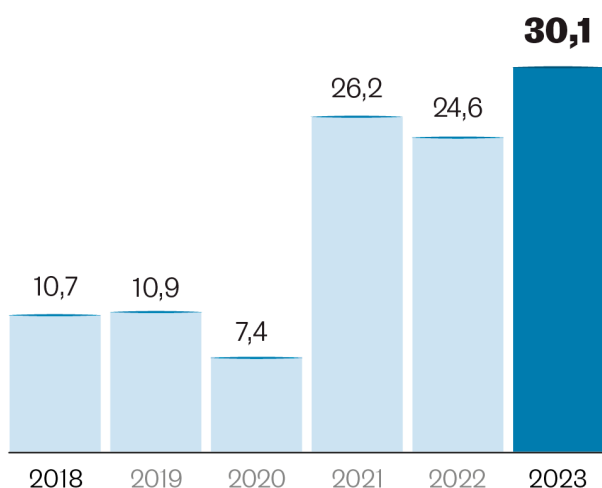
Evolution des résultats nets des entreprises du CAC 40*, en milliards d’euros



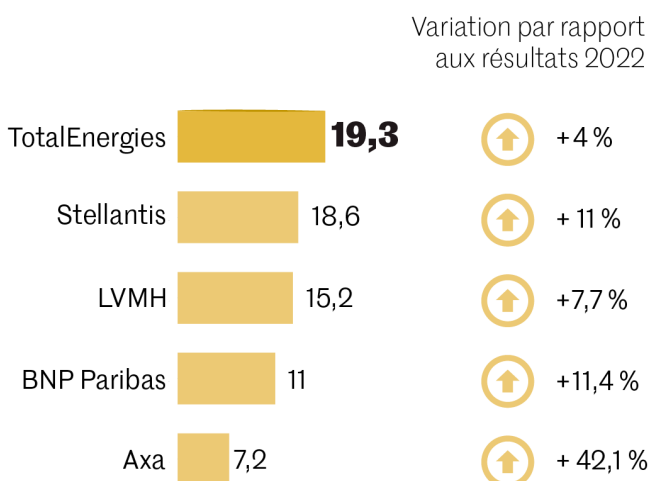
Evolution des dividendes des entreprises du CAC 40*, en milliards d’euros



Evolution des rachats d’actions des entreprises du CAC 40*, en milliards d’euros



Le top 5 des profits 2023, en milliards d’euros



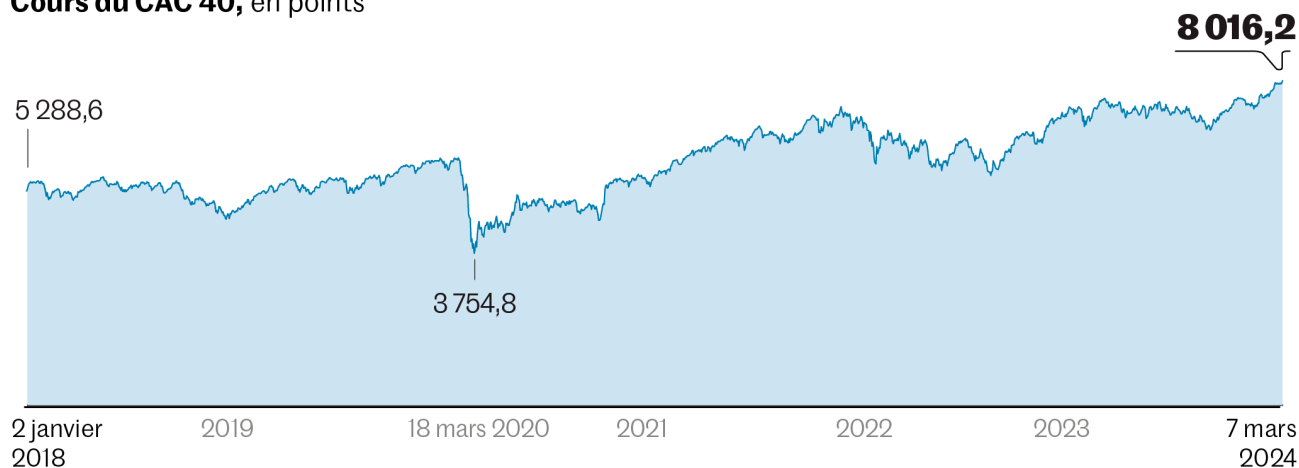
* hors Alstom et Pernod Ricard, qui ont des exercices décalés

Infographie *Le Monde*
Sources : Scalens

« Il aura fallu aux entreprises du CAC 40 plus de dix ans après la crise financière de 2008 pour franchir la barre des 100 milliards d’euros par an. La crise due au Covid leur a permis de crever ce plafond de verre. Et depuis, elles parviennent à maintenir des niveaux de profits élevés », souligne Arnaud Girod, responsable de la

recherche économique et de la stratégie chez Kepler Cheuvreux. Pas étonnant dès lors si, jeudi, dans un contexte d'envolée des Bourses mondiales, l'indice CAC 40 a clôturé au-dessus de 8 000 points, pour la première fois de son histoire.

Cours du CAC 40, en points



Infographie *Le Monde*

Source : Boursorama

Les actionnaires peuvent se frotter les mains. Les dividendes alloués au titre de 2023 – qui seront distribués en 2024 – représentent en cumulé 67,8 milliards d'euros (contre 67,5 milliards en 2022). Surtout, ces coupons sont complétés par 30,1 milliards d'euros (24,6 milliards en 2022) de rachats d'actions qui se popularisent en France malgré les condamnations politiques. A l'automne, lors des discussions sur le projet de loi de finances 2024, des députés allant de Renaissance à La France insoumise, en passant par le MoDem et le Parti socialiste, avaient déposé des amendements pour taxer dividendes ou rachats d'actions.

Lire aussi le décryptage : [Les groupes du CAC 40 affichent encore une santé de fer](#)

A la veille des élections européennes

Le 22 mars 2023, lors d'une interview télévisée en plein débat sur la réforme des retraites, le président Emmanuel Macron avait lui-même dénoncé le « cynisme à l'œuvre » de ces groupes « qui font des revenus tellement exceptionnels qu'ils en arrivent à utiliser cet argent pour racheter leurs propres actions », promettant la mise en œuvre d'une taxe pour que les « travailleurs puissent profiter » de cet argent.

Lire aussi : [La prime de partage de la valeur, un joker risqué pour les négociations salariales](#)

Cette ponction n'ayant jamais vu le jour, les records de 2023 ne devraient pas manquer de raviver, en pleine campagne des élections européennes, le débat sur un partage équitable de la valeur. D'autant que le numéro un des profits, totem habitué aux controverses, TotalEnergies (19,3 milliards d'euros), est talonné par un Stellantis en mode turbo (18,6 milliards), piloté par le chantre de la délocalisation, Carlos Tavares, patron le mieux payé du CAC 40 qui s'est vu alloué au titre de 2023 une rémunération de 36,5 millions d'euros.

Rappel important qui relativise l'envolée des profits, chaque année, la composition de l'indice phare à Paris évolue pour ne conserver que les champions en forme. Atos, aujourd'hui au bord du précipice, a figuré dans l'indice vedette jusqu'en septembre 2021. En

décembre 2023, le géant des paiements Worldline (en perte de 817 millions d'euros en 2023) a été remplacé par Vivendi (405 millions d'euros de bénéfice).

Baisse des volumes pour certains acteurs

« L'inflation encore élevée en 2023 a soutenu les niveaux de profits, ainsi les résultats ont été globalement bons mais pas excellents », tempère Stanislas de Bailliencourt, responsable de la gestion obligataire et de l'allocation d'actifs chez Sycomore AM. « Les grandes entreprises françaises ont fait preuve de résilience dans un contexte économique en demi-teinte », poursuit M. Girod, « l'activité est restée soutenue aux Etats-Unis, mais elle a ralenti en Europe et en Chine ».

Si les Veolia ou Schneider, tirés par la transition écologique, ou Thales, qui bénéficie du réarmement mondial, affichent des croissances soutenues du chiffre d'affaires, nombre d'acteurs sont confrontés à une baisse des volumes, après deux années de forte inflation qui pèsent sur la demande. Dans la grande consommation, *« un des rares secteurs qui n'a pas bénéficié d'une amélioration de ses marges après la crise due au Covid »*, précise M. Girod, Carrefour et Danone déplorent ainsi un environnement *« difficile »*.

Chez Saint-Gobain, le recul des volumes (- 5,5 %) a été compensé par des augmentations de prix (+ 4,6 %), ce

qui permet au groupe d'inscrire une marge opérationnelle record de 11 %, en dépit d'un contexte négatif dans la construction en Europe. *« Les très grandes entreprises sont parvenues à améliorer leur productivité, grâce à la montée en gamme de leurs produits et services ou encore grâce au déploiement de l'intelligence artificielle »*, souligne Bénédicte Hautefort, cofondatrice de Scalens. Selon elle, *« les plans sociaux sont restés limités : 3 % des entreprises du CAC 40 ont annoncé des réductions d'effectifs, en ligne avec la tendance mondiale, soit la proportion la plus basse depuis 2019 »*.

Santé insolente de Renault et de Stellantis

Qu'en sera-t-il pour la suite ? *« Cela fait deux ans que l'on attend une récession en Europe qui n'arrive pas.*

L'environnement économique reste très incertain pour 2024 et les entreprises devraient continuer à communiquer sur la maîtrise de leurs coûts », souligne Catherine Garrigues, responsable de la gestion actions conviction Europe chez AllianzGI. Le 5 mars, Thales, au plus haut en Bourse, a dévoilé un *« plan d'adaptation »* au sein de sa filiale spatiale Thales Alenia Space, *« concernant 1 300 postes, dont 1 000 en France »*.

Quant à la Société générale, elle a engagé, en février 2024, une réorganisation de ses sièges centraux, devant se traduire par environ 900 suppressions de postes.

De son côté, même s'il ne figure pas dans le CAC 40, l'équipementier automobile Forvia a marqué les esprits en révélant, mi-février, son intention de tailler dans ses effectifs en Europe pour cause de « *surcapacités* » dans son outil de production. Face à la menace chinoise, le groupe, né de la fusion entre le français Faurecia et l'allemand Hella, souhaite supprimer 10 000 postes, soit 13 % de son contingent en Europe.

Les restructurations chez les sous-traitants automobiles contrastent avec la santé insolente des constructeurs Renault et Stellantis, pourtant confrontés eux aussi aux défis de l'électrification. « *Après un exercice confortant les marges des constructeurs, le secteur automobile se prépare à un ralentissement de la demande* », prévient, toutefois, M. de Bailliencourt. Sous la houlette de Lucas de Meo, Renault a quasi triplé sa marge opérationnelle en deux ans.

Relance des acquisitions

De son côté, Stellantis, qui vient d'établir un nouveau record en Bourse, a lancé un plan de rachat d'actions d'au maximum 3 milliards d'euros en 2024, après 1,5 milliard d'euros en 2023. « *Pour les entreprises évoluant sur des secteurs en perte de vitesse sur le plan boursier, c'est une façon de rendre de l'argent aux actionnaires tout en soutenant le cours* », explique M. Girod. L'opérateur de centres d'appels Teleperformance, dont l'action est dans la tourmente, se prépare également à des rachats de

titres.

Mais les caisses bien pleines des multinationales tricolores ont surtout vocation à « *préparer l'avenir* », selon l'expression de Patrice Caine, le PDG de Thales. Alors qu'en 2023 Veolia a tiré les fruits de sa fusion réussie avec Suez et qu'Axa a démontré tout l'intérêt du rachat du réassureur bermudien XL, les groupes tricolores pourraient relancer leurs acquisitions. A l'image de Saint-Gobain et de Bouygues, qui viennent d'annoncer deux transactions, le premier dans les matériaux de construction en Australie, le second dans la téléphonie mobile en France.

:Lire aussi la chronique|: [« Dans le monde magique du CAC 40, tout le monde est gagnant »](#)

[Réutiliser ce contenu](#)